

L'immigration et la communauté franco-torontoise
Rapport final

Adrienne Chambon, Monica Heller, Fasal Kanouté, Normand Labrie,
Amal Madibbo, John Maury et Mueni Malubungi

Le 15 juin 2001

1. Résumé

Dans ce rapport, nous présentons les objectifs d'un projet qui visait une meilleure compréhension de la situation des nouveaux arrivants et immigrants francophones en milieu minoritaire à Toronto et de l'impact de leur présence sur l'évolution des institutions, organismes et associations franco-ontariens¹. Nous décrivons l'équipe de recherche, ainsi que la méthodologie que nous avons privilégiée, pour ensuite présenter les principaux résultats de l'étude en ce qui a trait à l'insertion des communautés haïtienne et mauricienne et aux transformations des institutions et organismes francophones.

2. Objectifs

L'objectif de ce projet était d'approfondir notre compréhension de la situation des nouveaux arrivants et immigrants francophones en milieu minoritaire à Toronto et d'examiner l'impact de leur présence sur l'évolution des institutions, organismes et associations franco-ontariens. Pour des raisons opératoires, nous utilisons l'expression nouveaux arrivants et immigrants francophones pour désigner aussi bien les personnes qui se sont engagées dans un processus migratoire vers le Canada que leurs enfants nés ou socialisés au Canada, sachant que cette terminologie est loin d'être satisfaisante.

Nous avons mené une recherche de type ethnographique, combinant deux axes principaux. Le premier axe vise les nouveaux arrivants et immigrants francophones et leurs expériences des structures et des réseaux franco-torontois (domaine scolaire, santé, religion, emploi, politique, loisirs, arts et culture). Le second axe comprend une analyse des institutions et organismes francophones, en cherchant à comprendre l'impact des nouveaux arrivants et immigrants francophones sur leur fonctionnement et comment ils se définissent comme organismes franco-torontois. Pour ce faire, nous nous sommes concentrés sur deux communautés : la communauté haïtienne et la communauté mauricienne, ainsi que sur des organismes du domaine communautaire et du secteur de la santé.

3. L'équipe de recherche

L'équipe de recherche était formée des chercheurs principaux Adrienne Chambon (Faculté de travail social, Université de Toronto), Monica Heller et Normand Labrie (OISE/UT), de la chercheuse postdoctorale Fasal Kanouté (Université de Montréal / OISE/UT) et des assistants de recherche Amal Madibbo (étudiante au doctorat, détentrice en 2000-2001 d'une bourse "Graduate Assistantship" département de Sociologie et études sur l'équité en éducation, OISE/UT), John Maury (étudiant au doctorat, Département

¹ Le projet "L'immigration et la communauté franco-torontoise a été subventionné par le *Joint Center of Excellence for Research on Immigration and Settlement/Toronto*. Nous remercions les organismes et regroupements communautaires qui ont accepté de participer à ce projet, ainsi que tous les participants individuels. Tous les noms des participants, des associations et institutions ont été remplacés par des pseudonymes.

d'études françaises, Université de Toronto) et Mueni Malubungi (étudiante au doctorat et détentrice en 1999-2000 d'une bourse "Graduate Assistantship" du département de Sociologie et études sur l'équité en éducation, OISE/UT).

4. La méthodologie de recherche

Il s'agit d'une étude interdisciplinaire des réalités sociales au moyen d'une analyse du discours. Nous considérons que les réalités sociales sont construites au moyen du discours, et c'est pourquoi nous cherchons à recueillir la voix des divers acteurs sociaux, incluant aussi bien les voix contribuant au discours dominant, que celles marginalisées. Selon leur positionnement, les acteurs sociaux ont un accès variable à la production et à la distribution des ressources matérielles et symboliques. Leur positionnement explique en partie leurs pratiques sociales et leurs pratiques langagières ou discursives. Notre analyse du discours consiste alors à comprendre et à expliquer les discours en circulation afin d'en dégager les contraintes, les conditions, les tensions, les contradictions, les paradoxes. À partir des discours dominants et des discours marginalisés, nous procédons à une synthèse visant à reconstituer la polyphonie discursive.

Il s'agit d'une étude qualitative de type ethnographique : on ne peut donc pas parler d'échantillon représentatif. On peut, au contraire, parler d'études de cas croisées, c'est-à-dire des études de cas visant non pas à donner un portrait des communautés ou des organismes, mais bien à comprendre les contraintes dans lesquelles les membres de communautés ethnoculturelles et des organismes fonctionnent et interagissent, de façon à comprendre plus généralement les dynamiques de changement dans les communautés francophones à Toronto.

D'abord, nous avons réalisé des entrevues avec des personnes d'origine haïtienne ou mauricienne dont un petit nombre étaient aussi des clients des deux agences participant à l'étude. En tout, nous avons réalisé quatorze entrevues auprès de personnes d'origine haïtienne, et douze au sein de la communauté mauricienne, dont plusieurs entrevues collectives auprès de membres de regroupements communautaires. Ces entrevues ont porté sur les trajectoires d'immigration, les rapports avec les institutions et organismes de la francophonie torontoise, ainsi qu'avec les institutions et organismes de langue anglaise et ceux de la communauté d'origine (notamment en ce qui concerne l'accès aux services et aux ressources), les modes d'organisation interne de la communauté, ses liens avec d'autres communautés de la même origine ailleurs au Canada, en Australie, aux États-Unis ou dans les pays d'origine, et la perception de la francophonie torontoise. Nous avons de plus effectué deux séances d'observation dans des regroupements mauriciens.

Dans un deuxième temps, nous avons travaillé avec deux agences francophones de Toronto, dont une se spécialise dans les conseils à l'emploi aux nouveaux arrivants et l'autre dans les services de santé ; nous les appellerons respectivement le Franco-club et la Franco-clinique. Nous avons réalisé des entrevues avec le personnel clé de ces deux agences ; dans le premier cas, il s'agit de quatorze personnes, comprenant en fait la quasi-totalité du personnel, et dans le deuxième cas, il s'agit de onze personnes, ou la moitié du personnel. Ces entrevues ont porté sur les services auprès de nouveaux arrivants et immigrants francophones, sur les rapports entre cette clientèle et celle établie depuis plus longtemps à Toronto, sur l'évolution

de la clientèle et de ses besoins, sur les rapports entre l'agence et d'autres organismes au service de la francophonie torontoise, sur l'évolution des liens entre l'agence et les bailleurs de fonds surtout gouvernementaux, et sur le recrutement du personnel. Nous avons également posé des questions sur les trajectoires professionnelles des interviewé-e-s et sur leur perception de la communauté francophone de Toronto. De plus, les deux agences nous ont généreusement fourni l'accès à un certain nombre de documents pertinents, à savoir des documents qui offrent des renseignements sur ces agences, et des études au sujet des nouveaux arrivants et immigrants francophones. Finalement, nous avons pu réaliser trois séances d'observations sur place, incluant une activité et des réunions du personnel de la seconde agence.

5. Résultats principaux

Nous présentons dans cette section nos principaux résultats, d'abord en ce qui a trait à l'insertion des communautés haïtienne et mauricienne, et ensuite en ce qui a trait à la transformation des institutions et organismes, en mettant l'accent sur les tensions auxquelles les individus et les institutions font face par rapport à la constitution de la communauté francophone.

La transformation des communautés haïtienne et mauricienne

Les deux communautés que nous avons explorées, la communauté haïtienne et la communauté mauricienne, représentent bien les différences qui existent dans la façon dont des communautés différentes s'insèrent dans les communautés francophones de Toronto, selon leur trajectoires migratoires et leurs répertoires linguistiques. Voyons d'abord ce que ces deux communautés ont en commun et comment elles se distinguent sur le plan des trajectoires migratoires et des répertoires linguistiques, afin de mieux comprendre leurs processus d'insertion sociale à Toronto, notamment en rapport avec la communauté francophone et ses institutions. De par leur ancienneté, et leur insertion en Ontario, les communautés haïtienne et mauricienne occupent un statut intermédiaire entre les francophones d'origine canadienne française et européenne, et les nouveaux arrivants majoritairement issus des populations d'Afrique. Ceci est frappant pour la communauté haïtienne, et également pour la communauté mauricienne qui bénéficie d'atouts langagiers.

Tout d'abord, toutes deux ont une expérience du plurilinguisme avant même l'installation à Toronto. En Haïti, il existe une stratification linguistique, avec l'usage généralisé du créole haïtien dans les pratiques quotidiennes, auquel s'ajoute l'usage du français standard comme langue de l'élite et comme médium d'éducation. À Maurice, l'écologie linguistique est complexe, avec un bilinguisme officiel français-anglais dans les institutions étatiques, le français étant la langue dominante ; avec l'usage généralisé d'un créole mauricien dans les pratiques quotidiennes ; et avec un phénomène de cultivation des langues d'origine dans les communautés indo-mauriciennes et sino-mauriciennes. Ces répertoires linguistiques conditionnent les pratiques sociales et langagières des migrants, dont les répertoires linguistiques évoluent en rapport avec leur trajectoire migratoire.

La trajectoire migratoire de la communauté haïtienne s'est effectuée en deux vagues, la première étant constituée d'intellectuels ayant fui la dictature dans les années soixante-dix,

le seconde étant constituée de gens de diverses conditions sociales, profitant de la présence de foyers de communauté haïtienne en Amérique du Nord et fuyant un régime n'offrant aucune perspective sur le plan économique. La trajectoire migratoire en Amérique du Nord s'est traduite sur le plan géographique par la constitution de communautés haïtiennes concentrées principalement en Floride, à New York et à Montréal, puis ultérieurement vers des villes comme Ottawa ou Toronto. À leur arrivée à Toronto, le répertoire des communautés haïtiennes s'est donc enrichi progressivement de variétés de l'anglais et du français québécois. Sur le plan religieux, si la première vague d'immigration est associée au catholicisme, facilitant par conséquent l'intégration aux structures scolaires et ecclésiastiques de langue française, la seconde vague se démarque par des pratiques religieuses associées à la langue créole et privilégiant soit le vaudou soit le protestantisme, d'où la création de nouveaux espaces communautaires dans le monde religieux.

Si l'on ne peut pas parler de vagues migratoires en ce qui a trait à la trajectoire des communautés mauriciennes, on observe tout de même que, suite à l'indépendance de Maurice et à la crise économique qui s'en est suivie, la migration vise dans un premier temps des membres de la communauté indo-mauricienne, faisant partie de l'élite (membres de familles de propriétaires terriens et professionnels), dont certains migrent directement vers Toronto afin d'y exercer leur profession dans un contexte favorable (les Indo-Mauriciens migrent en plus grand nombre vers l'Australie toutefois.). Dans un second temps, et en plus grand nombre, on observe des membres de la communauté sino-mauricienne, faisant partie de la classe moyenne (petits commerçants), qui optent de façon plus massive pour Toronto, où ils peuvent compter sur l'existence de compatriotes, en plus d'une importante communauté d'origines chinoises les plus diverses. Les Mauriciens constituent en quelque sorte un peuple multiculturel, disposant de plusieurs options au moment de s'insérer dans le milieu multiculturel de Toronto, avec des répertoires linguistiques incluant un français standard proche du français européen et incluant l'anglais, en plus du créole mauricien, et des langues d'origine indienne pour les Indo-Mauriciens et le hakka pour ce qui est des Sino-Mauriciens. Du côté religieux, si les Indo-Mauriciens peuvent être principalement d'allégeance hindouiste ou musulmane, les Sino-Mauriciens sont en grande partie catholiques, ce qui a des incidences pour l'intérêt de ces derniers à côtoyer les communautés francophones.

Tant en ce qui concerne les Haïtiens que les Mauriciens, on constate que les trajectoires migratoires et les répertoires linguistiques conditionnent des expériences différentes d'insertion en milieu torontois, et en particulier relativement aux communautés et institutions francophones. Ainsi, les Haïtiens ayant commencé à arriver vers les années soixante-dix à Toronto, disposent d'assises institutionnelles mieux enracinées que les Mauriciens arrivés plus récemment. Par contre, les crises politiques récurrentes et les changements de pouvoir dramatiques en Haïti se sont répercutés sur les communautés haïtiennes, dont toute tentative de se créer un monde associatif a été rendue difficile en raison des divisions et de la menace que représente le fait d'être associé à l'un ou l'autre courant politique. Pour plusieurs Haïtiens de la première vague migratoire, détenant une formation et une maîtrise du français standard, la solution a consisté à se tailler une place dans les institutions francophones existantes. Pour ce qui est des membres de la seconde vague, créolophones, ou pour ce qui est des jeunes, on constate, en dehors du monde

religieux, la rareté de structures communautaires haïtiennes, tant créolophones que françaises ou anglaises. Par contre, la présence de personnes modèles d'origine haïtienne dans les institutions francophones favorise la participation des gens d'origine haïtienne à la vie francophone de Toronto, tout comme celle d'autres gens des minorités raciales. De façon générale, cette situation encourage également l'émergence d'une dynamique d'affiliation aux organisations, soit créoles, soit liées à d'autres marqueurs identitaires, telles les associations de femmes africaines, par exemple.

Pour ce qui est des Mauriciens, on constate que si l'intégration dans une société de langue anglaise peut se faire facilement pour les professionnels, le français garde une saveur culturelle valorisée, d'où la participation d'une petite élite mauricienne à la vie culturelle de langue française à Toronto. Par ailleurs, la maîtrise du français standard au côté de l'anglais représente un capital linguistique recherché, en particulier chez les femmes qui réussissent avec une relative facilité à obtenir des emplois de bureau bilingues, surtout dans des milieux de travail à dominance anglophone. Ce qui touche un plus grand nombre de Mauriciens cependant, concerne le fait que les Sino-Mauriciens, parlant le hakka et non pas le cantonnais qui est davantage répandu à Toronto, ne trouvent pas nécessairement dans les communautés d'origine chinoise les ancrages institutionnels qu'ils recherchent, et comme ils parlent le français et le créole mauricien, ils sont susceptibles de s'associer dans une certaine mesure aux institutions francophones, d'autant plus s'ils sont catholiques, puisqu'il existe des institutions catholiques de langue française à Toronto, notamment dans les banlieues. Il semble d'ailleurs que le principal point de contact entre les Sino-Mauriciens et les communautés francophones se situent précisément dans le monde religieux et dans le monde du travail.

L'existence de membres de la famille ou du réseau de connaissances est instrumentale dans l'installation, tant des Haïtiens que des Mauriciens à Toronto. Après l'arrivée à Toronto, on observe généralement qu'un processus de mobilité géographique se poursuit en rapport avec la mobilité sociale, du centre ville vers les banlieues, mais aussi que les trajectoires migratoires sont souvent faites d'aller-retours, d'explorations ailleurs afin de s'assurer un meilleur ancrage économique.

On observe généralement un sur-investissement dans l'éducation et la formation, que ce soit pour soi-même ou pour ses enfants, comme meilleur moyen de s'assurer cet ancrage économique d'autant plus difficile à réaliser que des barrières de discrimination systémiques opèrent de façon subreptice, même en ce qui concerne des jeunes nés au Canada et ayant fait toute leur scolarité dans des institutions d'enseignement canadiennes. Si la première génération de migrants doit faire face à divers obstacles, tels que la non reconnaissance des diplômes reçus dans leur pays d'origine, la difficulté d'être acceptés dans le rang des corporations professionnelles canadiennes, l'absence d'expérience de travail en contexte canadien, les jeunes sont soumis à la difficulté propre à leur génération de trouver du travail dans leur domaine de spécialisation, et en l'absence d'un réseau d'entraide établi sur le plan professionnel, ils doivent continuer à investir dans des formations complémentaires et accepter d'effectuer des emplois exigeant des qualifications moindres, ou encore ils peuvent opter pour se déplacer et reprendre le processus migratoire entrepris par leurs parents.

Les clivages inter-générationnels sont marqués, d'une part, par une première génération polyglotte, désireuse de transmettre à ses enfants une culture d'origine nationale

éloignée géographiquement, et en processus de changement, que ce soit à Haïti ou à Maurice, et sur-investissant dans la formation de ses enfants, et, d'autre part, des jeunes scolarisés soit en français ou en anglais, déplorant pour certains de ne pas connaître le créole, et refusant de s'associer à la cause nationale d'origine de leurs parents, préférant pour certains s'engager dans des causes propres aux nouvelles générations multiculturelles.

En somme, dans la communauté haïtienne, on observe des différences selon les vagues et les orientations politiques, mais au moins pour certains, une tentative de participer à une communauté francophone réimaginée comme pluraliste, à travers la participation aux institutions, organismes ou associations francophones, non pas comme clients mais comme acteurs à part entière. Il demeure néanmoins qu'il y a des problèmes pour faire face aux difficultés de percer, de faire partie de la francophonie, à cause de la fragmentation de la communauté et à cause de l'idéologie légitimante des institutions qui les incluent (résultat de la mise sur pied des institutions devenues la chasse-gardée des francophones d'origine canadienne française, où certains peuvent aussi préférer s'associer au monde anglophone, notamment d'origine antillaise). Dans la communauté mauricienne, les besoins de participer à la francophonie sont réduits en raison de la plus grande familiarité avec l'anglais et à cause des fragmentations internes, bien que l'on observe une utilisation des espaces francophones existants à ses propres fins (notamment les emplois bilingues et l'église). Les structures parallèles qui sont alors créées constituent des tentatives ambivalentes de se faire accepter, soit par les francophones d'origine canadienne française, soit dans des structures anglophones. Il demeure néanmoins difficile de s'insérer dans des institutions francophones, d'où une dynamique où l'on assiste à la mise sur pied d'organismes associés à la communauté d'origine, à des alliances avec les organisations de langue anglaise, ou à l'affiliation à des organismes basés sur d'autres marqueurs identitaires.

On voit donc que selon leurs trajectoires migratoires et leurs répertoires linguistiques, les communautés ethnoculturelles développent des rapports différents avec les institutions, organismes ou associations francophones. Voyons maintenant comment des organismes composent avec les nouvelles réalités démographiques, compte tenu en même temps de la transformation du rôle de l'État, qui est souvent leur principal pourvoyeur de fonds.

La transformation des institutions et organismes

Une tension principale au sein des organismes francophones porte sur les fonctions que ceux-ci remplissent. Un organisme peut cumuler une fonction symbolique de ralliement et d'identification, une fonction communautaire de regroupement de par ses activités, et une fonction de pourvoyeur de services répondant aux besoins des usagers, membres des communautés. L'image idéalisée en milieu minoritaire serait celle d'un organisme communautaire total qui cumulerait les trois fonctions.

Dans la situation actuelle, on observe des tensions particulières entre ces différentes fonctions et des contradictions dans leur mise en œuvre. Sur le plan démographique, elles relèvent de la transformation des populations francophones. Sur le plan du soutien des organismes, elles relèvent d'une politique de financement dispersée, aux sources multiples, aux objectifs ciblés et limités dans le temps, qui contribue à la segmentation des communautés francophones. Ainsi bon nombre de programmes concernent exclusivement les nouveaux arrivants, les séparant ainsi des autres francophones. Les programmes pour

l'emploi visent surtout des personnes cherchant des emplois d'insertion à un niveau de col blanc moyen et non pas l'ensemble de ceux qui cherchent du travail (personnes hautement qualifiées, ou au contraire sans qualifications). De telles contraintes relèvent du contexte général de financement, et en particulier de la politique envers la francophonie.

Il existe une multitude d'institutions, d'organismes et d'associations francophones à Toronto qui ont été créés au cours des trente dernières années et qui se trouvent souvent en compétition les uns avec les autres lorsqu'il s'agit d'être reconnus comme porte-paroles légitimes de segments de la population francophone, et lorsqu'il s'agit d'avoir accès aux ressources matérielles sous forme de subventions. Les deux organismes auprès desquels nous avons travaillé dans le cadre de ce projet ont quelques points en commun : tous deux sont la résultante des luttes menées dans les années 60/70 par des militants francophones pour la plupart d'origine canadienne-française et européenne afin d'obtenir des infrastructures francophones à titre de groupe de langue officielle, parallèles à celles du groupe majoritaire de langue anglaise ; tous deux existent depuis plusieurs années (le Franco-club depuis les années 70, la Franco-clinique depuis les années 80), il s'agit donc d'organismes bien établis, jouissant d'un degré élevé de reconnaissance, de crédibilité et de légitimité auprès des bailleurs de fonds ; tous deux ont dû réviser leur raison d'être et leur fonctionnement au cours des années 90, compte tenu, d'une part, des nouvelles réalités démographiques de Toronto et, d'autre part, de la transformation du rôle de l'État, d'abord axé sur l'idéologie d'État-providence, puis sur celle du néo-libéralisme. Dans les deux cas, la clientèle pour laquelle ces organismes ont été fondés, celle d'origine canadienne-française ou européenne, se fait discrète, et à sa place on trouve une clientèle d'origine ethnoculturelle, ayant d'autres types de besoins.

Le Franco-club

Le Franco-club, né dans les années soixante-dix du regroupement de divers organismes francophones à vocation communautaire et culturelle, se voulait à l'origine un centre communautaire et culturel au service des francophones de Toronto composés essentiellement d'Ontariens, de Québécois et d'Européens. Cette vocation a pu se développer dans un premier temps grâce à l'appui du gouvernement fédéral canadien intéressé à promouvoir sa vision du bilinguisme au cœur de Toronto, et grâce aux gouvernements provincial et municipal aussi longtemps que ces derniers ont participé activement au financement d'activités culturelles.

Or, les conditions originelles de fonctionnement n'existent plus. Dans les années 90, les appuis gouvernementaux se sont estompés, la clientèle originelle s'est désistée graduellement, et le Franco-club a dû réorienter sa mission et son fonctionnement. Alors que la migration vers Toronto s'est diversifiée pour inclure davantage de francophones des Antilles et d'Afrique, le gouvernement fédéral canadien a vu dans le Franco-club un intermédiaire qui pourrait fournir des services aux populations de nouveaux arrivants francophones. Le Franco-club s'est transformé avec le temps en guichet de services d'accueil de nouveaux arrivants, de conseil en immigration, de recherche de logement et de préparation à l'emploi, et à ce titre il se mérite une bonne partie des fonds fédéraux destinés aux nouveaux arrivants francophones. Cependant, sa légitimité repose toujours sur son image de point de ralliement de toute la communauté francophone de Toronto. Avec le

temps, le personnel du Franco-club s'est diversifié pour inclure davantage de nouveaux arrivants et immigrants francophones. Toutefois, il existe toujours une stratification du personnel, avec les employés permanents qui sont plutôt d'origine canadienne-française ou européenne, et les employés d'origine ethnoculturelle qui tendent à occuper des emplois temporaires.

Par ailleurs, les programmes offerts aux nouveaux arrivants doivent répondre à des exigences administratives établies par les organismes gouvernementaux ; or, il n'existe pas d'adéquation parfaite entre les besoins des nouveaux arrivants francophones et les normes gouvernementales, d'où un certain mécontentement chez les francophones quant aux services offerts par le Franco-club. Ce mécontentement se trouve amplifié par un questionnement récurrent sur la raison d'être du Franco-club en tant que centre communautaire et culturel, et en tant que point central de ralliement de tous les francophones de Toronto. Tandis que ceux qui recherchent des activités culturelles ou de loisirs peuvent à la limite les obtenir en milieu anglophone, ceux qui recherchent des activités politiques peuvent se les procurer par le biais des associations ethnoculturelles. À cela s'ajoutent deux problèmes quasi insolubles : un membership difficile à maintenir et à renouveler et une localisation géographique qui n'est pas idéale (en fait, comme il n'existe pas de concentration géographique des francophones à Toronto, aucune localisation ne peut être vraiment idéale).

La Franco-clinique

Quant à la Franco-clinique, celle-ci est née dans les années quatre-vingt à partir d'un financement des ministères provinciaux de la Santé et des Services sociaux, sous la pression des efforts menés par des militants francophones désireux d'obtenir des services de santé et des services sociaux en langue française. La Franco-clinique s'est d'abord donné comme mission de servir à la fois de clinique médicale et de centre de santé communautaire. Toutefois, ce double rôle a été remis en question au cours des années 90, alors que le gouvernement provincial s'engageait dans une vision néo-libérale du rôle de l'État et cessait de financer le volet communautaire de la Franco-clinique. Dirigée à l'origine par un Néo-Canadien, la Franco-clinique a su s'attirer non seulement une clientèle, mais aussi un personnel diversifié sur le plan ethnoculturel. La Franco-clinique occupe une fonction symbolique autour de la notion que le corps et les soucis du corps puissent être exprimés en français. Outre la cohabitation de plusieurs types de "français", le français cache l'usage d'autres langues tout autant premières (créoles, langues africaines, etc.). Le français est davantage la langue formelle et professionnelle. Il s'agit d'un outil servant à offrir et à se procurer des services. Entre ce qui relève des symboles et ce qui relève des services à offrir (c'est-à-dire, entre le symbolique et le programmatique), les pratiques du corps et des soins relèvent d'attentes culturelles et institutionnelles diverses. Le personnel installé préalablement fait face à un décalage entre les habitudes et les attentes des nouvelles clientèles et les usages professionnels en milieu nord-américain. Il y a un écart entre l'orientation programmatique de la Franco-clinique qui est de type santé préventive, cohérente avec les directives ministérielles, et les usages en soins de santé de la part des nouvelles clientèles qui sont d'ordre curatif, c'est-à-dire des demandes ponctuelles de services pour répondre à des besoins urgents.

La Franco-clinique doit composer d'un côté avec de nouvelles normes bureaucratiques émanant du gouvernement visant la clientélisation des "patients", et de l'autre avec une clientèle francophone très mobile et présentant des besoins extrêmement divers. D'une part, les francophones d'origine canadienne-française à l'origine de la création de la Franco-clinique, ne semblent pas tellement se prévaloir de ses services. On peut avancer plusieurs raisons possibles pour expliquer ce fait : ils sont bilingues et ils choisissent leurs spécialistes de la santé en fonction de leur expertise médicale plutôt que linguistique ; ils préfèrent avoir recours à des services de santé plus près de leur domicile ou de leur lieu de travail ; ils préfèrent l'anonymat des institutions de langue anglaise lorsqu'il est question de leur santé.

D'autre part, les nouveaux arrivants et immigrants francophones semblent se prévaloir des services de la Franco-clinique de façon transitoire seulement, c'est-à-dire pendant les deux ou trois premières années d'installation à Toronto. Ici encore plusieurs raisons peuvent expliquer cette réalité : les nouveaux arrivants et immigrants francophones recherchent des services en santé en langue française tant et aussi longtemps que leur connaissance de l'anglais ne leur permet pas de transférer dans des institutions de langue anglaise ; souvent, les nouveaux arrivants s'installent d'abord au centre-ville de Toronto avant de déménager vers les diverses banlieues, dès que des possibilités de mobilité sociale s'offrent à eux.

Il y a de grands besoins de santé chez les nouveaux arrivants et immigrants francophones, par exemple en matière de soins pré-nataux ou de soins et d'orientation par rapport aux maladies transmissibles sexuellement, en particulier en ce qui concerne les réfugiés ou les jeunes. Toutefois, les attentes des institutions et organismes en matière de soins de santé ne concident pas nécessairement avec celles de la clientèle. Face à ces difficultés, la Franco-clinique a développé une stratégie de développement d'activités communautaires (comme une cuisine communautaire) pour établir une continuité de contact et un réseau, facilitant par ailleurs la sensibilisation de son personnel.

La Franco-clinique fait donc face à un défi double : servir une population francophone disséminée sur un grand territoire et fidéliser une clientèle qui tend à se passer de ses services dès lors qu'elle bénéficie d'un meilleur degré de bilinguisme et de mobilité sociale. Par ailleurs, tandis que 80 % de la clientèle est d'origine néo-canadienne, le personnel de la Franco-clinique obéit à une stratification, avec une direction et des professionnels de la santé principalement d'origine canadienne-française ou européenne et un personnel de soutien plus représentatif des divers groupes ethnoculturels de Toronto. Cette inadéquation pose un problème à la Franco-clinique en matière de fidélisation de sa clientèle : en effet, la clientèle néo-canadienne qui ne se reconnaît pas dans la Franco-clinique, risque toujours de faire appel à des services de langue anglaise s'inscrivant mieux dans le courant multiculturel de Toronto ; par ailleurs, avec le temps, il serait possible d'envisager la création en parallèle d'organismes francophones ethnoculturels.

6. Conclusion

L'examen des transformations des communautés et des organismes nous amène à la conclusion que la constitution d'une communauté francophone est un projet de société

difficile à réaliser à Toronto, mais en même temps, qu'une telle communauté est nécessaire si l'on veut créer des emplois et développer des expertises professionnelles chez les francophones, leur permettant une certaine ascension sociale, que ces derniers soient canadiens-français, immigrants ou nouveaux arrivants. Il en va de l'existence d'une société pluraliste à Toronto.

Cette communauté francophone est difficile à construire pour plusieurs raisons : les nouveaux arrivants et immigrants francophones pourraient devenir de nouveaux membres potentiels de la francophonie à la condition que le discours de la francophonie les admette, et qu'il existe en fait des institutions, organismes et associations permettant une réelle interaction et intégration ; beaucoup de francophones mettent l'accent davantage sur d'autres points d'affiliation que la francophonie, ou font une distinction entre identité et besoins de services ; il n'existe pas de milieu unilingue francophone. Il n'y a pas vraiment de milieu francophone auquel les nouveaux arrivants peuvent s'intégrer ; les francophones d'origine canadienne-française cherchent à créer des zones unilingues pour se réfugier de la domination de l'anglais au moyen d'institutions, organismes ou associations francophones ; les nouveaux arrivants doivent atteindre un certain niveau de compétence en anglais pour fonctionner dans la société anglo-dominante. Il y a donc existence d'intérêts et de besoins à la limite conflictuels entre les divers groupes.

Il en résulte des institutions, organismes et associations dont le personnel est majoritairement d'origine canadienne-française ou européenne, sauf ceux et celles en contact direct avec la clientèle, et dont la clientèle est majoritairement composée de nouveaux arrivants et d'immigrants francophones. Le personnel est membre du groupe qui a promu l'idéologie modernisante, qui en bénéficie grâce à la création des organismes comme espaces unilingues, et qui a intérêt à les maintenir. La clientèle cherche auprès de ces organismes des choses qui sont parfois incompatibles avec leur mandat ou des choses que ces organismes ne peuvent pas livrer parce qu'elles sont tout simplement impossibles à offrir.

En somme, les institutions, organismes ou associations se trouvent dans une conjoncture difficile. Ils survivent sur la base d'un rôle de premier contact pour les nouveaux arrivants, à titre de structures d'accueil de la communauté francophone. Or, dans les faits, il ne s'agit pas de réels moyens d'accès à une telle communauté : d'une part, les organismes révèlent l'importance de repenser l'idée de la communauté comme quelque chose d'homogène ; d'autre part, les tensions qui en découlent finissent par favoriser l'intégration au monde anglo-dominant de Toronto.

Afin de dépasser l'ancienne vision modernisante reposant sur une identité homogène, on observe, aussi bien chez des membres des communautés que dans les institutions, le développement de stratégies d'affiliations multiples. Ainsi, les membres des communautés peuvent se tourner vers divers réseaux, leur affiliation francophone étant une de leurs ressources. De même les institutions, organismes et associations multiplient leurs contacts. Autour de certaines initiatives, ils agissent de concert avec les services de langue anglaise qui partagent une même vision communautaire. L'aboutissement de ces actions, par contre, n'est pas encore clair pour nous. Enfin, plusieurs questions mériteraient d'être examinées plus en profondeur, comme, par exemple, la différenciation entre les hommes et les femmes quant aux pratiques d'affiliations aux organismes de diverses sortes.

7. Diffusion des résultats de la recherche

Communications :

Labrie, N. (2000) Un survol de la recherche, Les conférences du CREFO/TfO, 1^{er} mars, 2000, Toronto.

Heller, M. (2000). L'immigration et la communauté franco-torontoise : un bilan de recherche. Les conférences du CREFO, 1^{er} mars 2000. CREFO, OISE/UT.

Labrie, N. (2000) La recherche au CREFO, Table ronde sur la recherche dans les communautés francophones : Colloque sur la francophonie canadienne, 68^e congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, 15-19 mai 2000, Montréal.

Chambon, A. et J. Maury (2000). Résultats préliminaires d'un projet de recherche sur les immigrés francophones et l'adaptation des services à Toronto. Dans "Dynamique de l'immigration et santé mentale : atelier de formation sur l'intervention en contexte multiculturel", II^e Colloque sur l'immigration et la santé mentale, 3 novembre 2000, Metro Hall, Toronto.

Madibbo, A. (2001) L'immigration et la communauté franco-torontoise : une synthèse sur les objectifs et les résultats. Séminaire sur la Francophonie de John Maury, Département d'études françaises, Université de Toronto, 15 février 2001.

Madibbo, A. (2001) Black Francophones of Ontario and the Distribution of Power. First Annual Student Research Conference "Diverse Perspectives in Education", OISE/UT, 23-24 mars 2001.

Madibbo, A., J. Maury, A. Chambon, M. Heller, F. Kanouté et N. Labrie (2001). L'immigration et la communauté francophone de Toronto. Table ronde, Conférences du CREFO, le 25 avril 2001, OISE/UT.

Madibbo, A. et J. Maury (avec la collaboration d'Adrienne Chambon, Monica Heller, Fasal Kanouté et Normand Labrie) (2001) L'immigration et la communauté franco-torontoise : Le cas des jeunes, Colloque du réseau de la recherche sur la francophonie canadienne, ACFAS, Sherbrooke, 14 mai 2001.

Madibbo, A. (2001) L'expérience personnelle des jeunes sur le racisme dans le contexte de la société canadienne, Conférence préparatoire pour la Conférence mondiale contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance, Toronto, Groupe Jeunesse, 25 mai 2001.

Labrie, N. (accepté) Immigration and the transformation of the French-language minority in Toronto, 8th International Conference on Communication and Cultural (Ex)Change, Hong

Kong Baptist University, Hong Kong, July 25-28 2001.

Madibbo, A. (accepté). La situation des francophones originaires de l'Afrique et des Caraïbes au sein des communautés francophones de l'Ontario, 4^{ième} Congrès international de l'Association pour la recherche interculturelle (ARIC) "Recherches et pratiques interculturelles. Nouveaux espaces, nouvelles complexités ?", Genève, 14-18 septembre 2001.

Publications :

Chambon, A., M. Heller, N. Labrie, A. Madibbo et J. Maury (en préparation) Migrations et santé : pratiques des communautés et institutions francophones à Toronto, *Bulletin suisse de linguistique appliquée* 74, numéro spécial sur "Minorités, communication et soins" dirigé par Lorenza Mondada et Laurent Gajo.

Médias :

N. Labrie, Entrevue sur la conférence "Immigration et transformations de la communauté franco-torontoise", CIUT 95,1 FM, Toronto, 22 avril 2001.

N. Labrie, Entrevue sur l'immigration et la communauté franco-torontoise, Panorama, TfO, 1^{er} mai 2001

A. Chambon, N. Labrie et J. Maury, Table ronde sur l'immigration et la communauté franco-torontoise, CJBC, Toronto, 3 mai 2001.

A. Madibbo, (en préparation) (titre à préciser), *Journal Canora* (fin juin 2001)

L'équipe planifie en outre de soumettre des articles aux revues *Reflets*, *Études ethniques au Canada*, *Langage et société*. Par ailleurs, Amal Madibbo, assistante de recherche et étudiante au doctorat, basera sa thèse de doctorat sur les données recueillies dans le cadre de ce projet. La thèse portera sur la distribution du pouvoir (sous forme de ressources matérielles et symboliques) au sein de diverses agences francophones à Toronto et son impact sur les francophones d'origine africaine et des Caraïbes.